

L'INVITÉ

On est — à Bruxelles et dans certaines capitales européennes — «fatigué des Balkans»

L'histoire de l'espace yougoslave est faite d'incessants va-et-vient entre fragmentation et recombinaison. Alors que la Yougoslavie implosait, le Monténégro choisissait en 1992 de s'allier à la Serbie au sein d'une nouvelle fédération yougoslave. Avec le référendum d'indépendance du 21 mai 2006, le Monténégro opte pour l'indépendance. Ce choix marque très certainement un point de non-retour: la Yougoslavie — sous quelque forme que ce soit — n'existe plus. Désormais, toutes les anciennes républiques yougoslaves sont indépendantes.

Le bricolage institutionnel de l'Union européenne (UE) instituant en mars 2002 la Serbie-et-Monténégro afin d'éviter une nouvelle scission dans la précipitation a vécu. Rappelons que cet accord prévoyait une période probatoire de trois ans, au terme de laquelle l'indépendance pouvait être décidée démocratiquement par l'une ou l'autre des deux républiques. Soulignons aussi qu'en l'absence d'harmonisation politique et économique (dont témoigne par exemple emploi de monnaies différentes: le dinar à Belgrade, l'euro à Podgorica), cette union fut pour le moins peu fonctionnelle.

Le premier ministre du Monténégro Milo Djukanovic, proche du régime de Slobodan Milosevic de 1989 à 1997, a donc finalement gagné cette ultime partie d'«hâte-toi lentement». La coali-

tion indépendantiste, mené par le Parti démocratique des socialistes (DPS) du même Milo Djukanovic, a dépassé de peu le seuil de 55% fixé par l'UE pour que l'indépendance soit reconnue.

Au plan intérieur, le premier ministre aura fort à faire pour créer l'indispensable consensus national devant rassembler les différentes communautés mais aussi rallier les partisans d'une union avec la Serbie. Au vu du résultat du référendum, la tâche sera à ne pas en douter ardue. Au plan extérieur, là aussi tout reste à faire. Vojislav Kostunica, premier ministre de la République de Serbie, avait rejeté l'option d'une union d'Etats indépendants — proposition formulée par Milo Djukanovic en 2004. Il est peu probable que l'on réactive aujourd'hui ce scénario. Reste la nécessité d'établir des liens privilégiés entre deux Etats fortement liés, partageant la même langue, la même religion et une culture pour le moins similaire...

À l'évidence, la Serbie sort fortement affaiblie, ceci d'autant plus que les négociations d'un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'Union européenne sont momentanément bloquées et que les pourparlers au sujet du statut du Kosovo envisagent l'indépendance de cette ancienne province yougoslave. Il serait pourtant erroné de



CHRISTOPHE
SOLIOZ

Directeur exécutif du «Center for European Integration Strategies»
Genève – Vienne – Sarajevo

**«La Suisse, si
empressée de
reconnaître le droit à
l'indépendance du
Kosovo, va-t-elle
reconnaître rapidement
le Monténégro
indépendant?»**

conclure à un renforcement du nationalisme extrémiste en Serbie. Le pays sort certes à reculos de l'ère Milosevic, ce d'autant plus que Kostunica a mis un frein aux réformes engagées par Djindjic. Finalement seule face à son passé, on peut espérer enfin une prise de conscience et un changement de cap.

Quel accueil réservera l'Union européenne à un pays de 13 812 km² avec 672 000 habitants? La demande d'adhésion de la Turquie fait de l'ombre aux autres pays candidats que sont la Macédoine, la Croatie, la Bosnie-et-Herzégovine, la Serbie et maintenant le Monténégro. Alors que le commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn œuvre résolument en faveur d'une intégration des Balkans, le Parlement européen vient d'adopter un rapport mettant cette politique en question. Avant de poursuivre l'élargissement, il conviendrait d'absorber le choc de la récente vague d'adhésion, de s'assurer des «capacités d'absorption» de l'UE, de vérifier que les pays candidats respectent bien à la lettre les «règles du club» mais aussi d'explorer d'autres options — on pense à des partenariats, soit des adhésions partielles et à la carte. De quoi émousser l'enthousiasme des réformateurs des ex-républiques yougoslaves!

Au-delà d'une argumentation technocratique on est — à

Bruxelles et dans certaines capitales européennes — «fatigué des Balkans» et, surtout, incapable de penser leur avenir dans une Europe retrouvée. Un nouveau rapport stratégique de l'UE est attendu à Bruxelles pour fin 2006; en attendant on multiplie les signes de réticence, pour preuve le récent report de décision concernant l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Bref, l'Europe promise aux Balkans occidentaux au sommet de Thessalonique de 2003 s'éloigne de plus en plus sans qu'on prenne la mesure des risques de déstabilisation qui, s'ils devaient se réaliser, ne manqueraient pas d'affecter la stabilité et la sécurité en Europe.

Enfin, quelle sera la position de la Suisse, si empressée de reconnaître le droit à l'indépendance du Kosovo — on peine du reste à comprendre cette prise position pour le moins énigmatique; mais tout compte fait, on négocie, après Oslo, à Vienne et non pas à Berne, alors pourquoi ne pas sortir des sentiers battus? On peut pour le moins espérer que la Confédération non seulement reconnaisse rapidement le nouvel Etat mais aussi qu'elle contribue à renforcer la nécessaire coopération régionale dans les Balkans, élément capital trop souvent négligé, ce qui serait un choix fort pour la diplomatie suisse.

www.ceis-eu.org